

LES MOTS DE LA CAMPAGNE LE PROGRESSISME



La présente note résulte d'un échange entre des membres du groupe de travail de l'Institut Jacques Delors sur les élections européennes (PERVENCHE BÉRÈS, THIERRY CHOPIN, ALAIN LAMASSOURE, PASCAL LAMY, SÉBASTIEN MAILLARD, MATTHIEU MEUNIER, GENEVIÈVE PONS, CHRISTINE VERGER) et des membres du Groupe d'études géopolitiques (RAMONA BLOJ, VÉRA MARCHAND, GILLES GRESSANI).



« Les mots de la campagne » est une série mensuelle de publications produite en partenariat par le Groupe d'Etudes Géopolitiques (GEG) de l'École Normale Supérieure (Ulm) et l'Institut Jacques Delors. Elle propose des décryptages sur des mots-clés susceptibles de structurer la campagne des élections européennes à venir.

Des notions comme *populisme*, *nationalisme*, *progressisme* ou *souverainisme* dessinent aujourd'hui les lignes de force d'un véritable champ de confrontations politiques. Ces termes, qui ont tous une longue histoire, restent aujourd'hui encore en construction permanente et les débats qui les concernent sont nombreux : débats historiques sur leur origine et leur évolution sémantique ; interrogations sur leur place dans la construction de nouveaux narratifs politiques ; débats sur leur nature, entre véritables positionnements idéologiques et stratégies de communication politique.

Trop souvent, l'utilisation fréquente de ces notions dans les débats publics ne reflète pas suffisamment la complexité de leur définition et doit conduire à un travail indispensable d'analyse et de clarification. Dans cette perspective, « Les mots de la campagne » offrent une analyse plurielle de chacun des termes retenus, avec l'ambition de permettre aux lecteurs de mieux saisir leur complexité.

Brefs éléments sur la notion de progrès

La notion de progressisme doit être comprise en fonction de notre rapport au temps.

Dans une conception circulaire ou cyclique de la temporalité, le passage du temps ne coïncide pas avec l'idéal d'une amélioration progressive de l'humanité et de l'état du monde. L'Âge d'or était derrière les Latins et les Grecs. Le retour récurrent des saisons et des événements laissaient peu de place à la croyance en un sens de l'Histoire.

La notion de progressisme est indissociable de la vision linéaire du temps issue du christianisme¹. La croyance en la naissance du Messie introduit un point de rupture dans la circularité du temps. On commence à compter les années à partir de la naissance du Christ, en orientant le temps suspendu entre sa naissance et l'attente de son retour. L'Histoire a un sens.

Cette conception progressive du temps linéaire et orienté vers le Salut a débordé le cadre idéologique chrétien :

- Le mouvement européen des Lumières reposait sur une approche linéaire du temps qui fournissait à des élites le cadre pour une action proactive dans l'Histoire : en embrassant les principes révélés par la raison il devenait progressivement possible d'améliorer la condition humaine.

- L'idéologie marxiste se fondait également sur une vision de l'Histoire dotée d'un sens plus ou moins déterminé que la lutte politique était censée réaliser. La plupart des domaines (la science, l'économie, la société) étaient investis par ce progrès apparemment inéluctable de transformation de l'humanité.

La crise du progrès après la chute du Mur

La croyance en un temps conduisant d'une manière linéaire au progrès semble aujourd'hui tombée en désuétude. Si la crise

de l'historicisme se situe sur une durée plus longue², deux éléments paraissent avoir intensifié la crise du progrès depuis une trentaine d'années.

- L'effondrement du bloc so-viétique en 1989 a conduit la plupart des forces progressistes euro-péennes de gauche, avec la social-démocratie, à une profonde critique du sens de l'Histoire de l'idéologie marxiste.

- D'autre part, la grande complexité et l'intense interconnexion du monde contemporain ont porté un coup d'arrêt aux catégories élaborées par les Lumières. Aujourd'hui très peu de personnes se réclament encore d'une histoire pourvue d'un sens linéaire, mécaniquement porteuse de progrès, et cela par exemple malgré des avancées réelles en matière de lutte contre la pauvreté au niveau mondial³.

Exception notable, les entreprises de haute technologie continuent à mobi-liser la notion de progrès qui leur fournit une justification puissante : nous désirons un nouveau smartphone car il passe, en quelques années, de sa version 5 à sa version 10. Doit-on en ce sens parler d'une « siliconvalleysation » du progrès ?

Vers un progressisme non linéaire ?

Que reste-t-il donc du progressisme politique aujourd'hui ? On peut affirmer que le progressisme est le mouvement d'idées qui cherche à remédier aux injustices sociales produites par le capitalisme tout en ne croyant plus en la linéarité du sens de l'Histoire. Par conséquent, à la perspective révolutionnaire, le progressisme préfère la recherche d'alternatives au modèle du libéralisme économique, dans la conviction que, sans correction, le capitalisme finit par creuser les inégalités et les injustices au point de menacer sa propre survie.

La crise internationale de 2008 a été un moment de remise en question drastique d'une série d'éléments auxquels les

1. Cfr. l'étude classique de Löwith, Karl (1949). *Meaning in History: The Theological Implications of the Philosophy of History*. University of Chicago Press. Cfr. l'étude classique de Löwith, Karl (1949). *Meaning in History: The Theological Implications of the Philosophy of History*. University of Chicago Press.

2. Cfr. par exemple le travail fondateur de Popper, Karl (1957), *The Poverty of Historicism*, Routledge et Arendt, Hannah (1961) *Between Past and Future*

3. Cfr. par exemple le site de la [banque mondiale](http://banque.mondiale.org)

progressistes, surtout après la chute du Mur, avaient fini par se rallier :

- Le progrès de l'économie ne débouchera pas linéairement sur le progrès social : la logique des Trente Glorieuses, selon laquelle investissement = croissance = ruissellement = progrès, est aujourd'hui largement désavouée.

- Le progrès de la production ne débouchera pas linéairement sur un monde plus habitable : l'incitation au « produire plus », menace la planète en plus d'accroître les inégalités dans une majorité de pays développés.

- Le progrès de l'économie de marché ne débouchera pas linéairement sur un développement harmonieux et convergent à l'échelle mondiale. On remarque des divergences territoriales croissantes et des risques géopolitiques inédits.

- En outre, l'affirmation progressive de forces politiques illibérales⁴ et néonationalistes⁵ a remis en cause le processus d'extension des droits, des libertés et des garanties démocratiques de l'espace européen, présentés jusqu'ici comme autant de progrès. On remarque que la construction européenne elle-même a été très marquée par une forme de messianisme qui n'était pas étranger à la culture démocrate-chrétienne de nombre de ses fondateurs.

Si le progressisme est entendu comme synonyme d'une transformation linéaire et positive, en s'opposant au conservatisme et à l'inertie, il devient urgent de s'interroger sur sa contestation contemporaine. Sauvegarder la nature, protéger la démocratie, défendre les droits acquis relève-t-il d'une attitude conservatrice ou d'une attitude progressiste ? C'est là une des limites manifestes de l'usage du mot progressisme dans cette phase historique. Le progrès ne peut en effet plus être synonyme nécessairement de « plus » ou de « nouveau », sur le mode linéaire qui l'a caractérisé depuis le temps des Lumières.

Macron, progressiste ?

Depuis sa campagne victorieuse de 2017 jusqu'à sa Tribune adressée aux citoyens de l'Europe le 5 mars 2019, Emmanuel Macron insiste sur la nature progressiste de son mouvement et de ses propositions. Mais de quel progressisme s'agit-il ?

Le progressisme paraît une manière pour le Président français de se donner une identité politique qui dépasse la simple identification à sa personne, grâce à une notion attrape-tout.

Se réclamer du progressisme, à l'échelle nationale et continentale, c'est se poser en adversaire des mouvements néonationalistes⁶, tout en occupant un pôle central dans le jeu politique. De plus, cette notion a l'avantage de permettre de continuer d'activer le clivage qui oppose non pas les partisans de la société ouverte et ceux de la fermeture, mais plutôt les partisans du changement à ceux de l'ordre. Par ailleurs, l'évocation du progrès, ou plutôt de l'amélioration de l'état des choses plus ou moins volontariste, permet une coloration très floue et plutôt grand public.

Est-ce que le progressisme, de ce point de vue, est suffisant pour configurer l'ensemble des éléments qui composent les soutiens du Président français ? Est-ce une notion suffisamment fédératrice ?

Ce n'est pas certain. D'abord, chez les opposants au progressisme on trouve des partisans de la construction européenne. Ensuite, on néglige la difficulté pour les citoyens des pays de l'Est de comprendre l'usage du mot progressisme dans une rupture avec les éléments de langage utilisés par le socialisme réel. Enfin et surtout, on prend le risque d'attribuer en retour une tribune excessive aux nationalistes sans épuiser la complexité du clivage classique gauche / droite.

Aussi, l'utilisation par le président Macron du terme « progressisme », opposé dans son expression au « souverainisme » ou au « nationalisme », constitue un curieux retour

4. "Les mots de la campagne : le populisme", Institut Jacques Delors, 2019.

5. "Les mots de la campagne : le nationalisme", Institut Jacques Delors, 2019.

6. "Les mots de la campagne : le nationalisme", Institut Jacques Delors, 2019.

du concept de progrès, qui soulève plusieurs interrogations. Est-il pertinent de fonder un discours politique sur ce clivage de mots en « ismes » relevant de catégories hétérogènes ? Faut-il y voir un simple subterfuge rhétorique utilisé par l'homme politique qui a fait du « en même temps » sa marque de fabrique ? D'un apanage des forces de gauche, le progressisme est-il en train de devenir un masque du libéralisme ?

Le « mieux » (efficacité énergétique, redistribution fiscale) et le « durable » (préservation des ressources) ont, par le biais écologique, remplacé les deux credo du

capitalisme, le « plus » et le « nouveau ». Cette nouvelle con-figuration peut-elle se lier à une forme renouvelée de « progressisme » ? Et la politique d'Emmanuel Macron

en fait-elle des priorités ? Alors que pour les sociaux-démocrates la lutte contre les inégalités et la prise en compte de la transition écologique sont les deux priorités encore en mesure de structurer une action au nom du progrès, l'usage du mot progressisme en opposition au souverainisme court le risque de transformer l'expression en faux-nez du libéralisme, comme elle le fut du communisme avant 1989.

Directeur de la publication : Sébastien Maillard ■ La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source ■ Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) ■ L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution ■ Version originale ■ © Institut Jacques Delors